

Gouvernement Macron : « La droite conservatrice a un boulevard devant elle, mais pas de leader »



- Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA Le Figaro/François BOUCHON Le Figaro/Geoffroy VAN DER HASSELT AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par François Huguenin (#figp-author)

Publié le 17/05/2017 à 16h40

FIGAROVOX/ANALYSE - Pour François Huguenin, le nouveau gouvernement Edouard Philippe prouve que la droite doit être recomposée pour constituer une force politique cohérente.

*François Huguenin, historien des idées et essayiste est l'auteur d'une **Histoire intellectuelle des droites** (<https://www.amazon.fr/Histoire-intellectuelle-droites-Fran%C3%A7ois-HUGUENIN/dp/2262040826>)(éd. Tempus, 2013) et dernièrement **Les grandes figures catholiques de France** (<http://www.editions-perrin.fr/livre/les-grandes-figures-catholiques-de-france/9782262035648>) (éd. Perrin, 2016).*

On s'y attendait. L'unanimité avec laquelle les ténors de la droite ont entonné le soir du premier tour l'hymne du ralliement au futur président, sans aucune des réserves qui auraient pu l'accompagner et éviter qu'il soit interprété comme une ruée sur la gamelle, préparait une drôle de pagaille. La nomination d'un Premier ministre de droite est signée de la griffe Macron: entre une formidable habileté tactique qui jour après jour

apparaît inédite dans la vie politique française depuis François Mitterrand, et un souci du rassemblement dont on ne saurait décréter a priori sans mauvaise foi qu'il est seulement calculateur.

Le nouveau président, après avoir mis KO debout le Parti socialiste, est en train de faire éclater la droite.

En tous les cas, le nouveau président, après avoir mis KO debout le Parti socialiste, est en train de faire éclater la droite. Nul n'ignore que la nomination d'Edouard Philippe, que l'on présente en un saisissant oxymore comme un «héritier spirituel d'Alain Juppé», vient habilement redonner au camp du centre-droit désavoué par les électeurs des primaires, de nouvelles perspectives. Sans surprise, Nathalie Kosciusko-Morizet ou Jean-Louis Borloo ont affiché depuis quelques jours leur volonté de saisir la perche tendue par Emmanuel Macron, et Bruno Lemaire a franchi le Rubicon en héritant d'un portefeuille-clef avec Bercy, mais qui mouille habilement la droite dans la responsabilité de la lutte contre le chômage. En réalité, ce centre-droit est cohérent: rien, absolument rien, ne le distingue du centre-gauche que Macron a miraculeusement sorti du borborygme dans lequel le désastreux quinquennat de François Hollande l'avait enlisé. Un même libéralisme économique doctrinaire et rigide, soumis aux injonctions de Bruxelles, un même refus de remettre en question le dévoiement d'une construction européenne qui est allée dans le mur, une même volonté de progressisme sociétal, un même manque d'imagination et de volonté pour réduire la fracture sociale.

Cette situation serait pain bénit pour le Front national, si le débat du 3 mai n'avait fait éclater la grande supercherie en faisant la démonstration de l'incompétence et de la vulgarité de Marine Le Pen. Si l'on ajoute le retrait de Marion Maréchal Le Pen - dont on peut souhaiter qu'il lui permettra de prendre du champ face à une histoire politique et familiale dont elle semble prisonnière - on assiste peut-être au début du déclin de ce parti qui depuis plus de trente ans a d'abord servi à distiller de l'amertume, à déconsidérer l'amour de la patrie et à stériliser toute tentative de refuser la logique impérialiste de la grande marchandisation. Le FN aura beau revendiquer la justesse de son analyse sur «l'UMPS», il n'est pas certain qu'il soit en état de profiter de cette situation aux prochaines législatives. Paradoxalement, le gouvernement nommé par Emmanuel Macron et Edouard Philippe pourrait au contraire permettre à la droite de procéder à une saine clarification.

Une droite au discours résolument patriote, décidée à refonder l'Europe sur le respect des nations, et conservatrice sur les valeurs qui fondent notre société, a un boulevard théorique devant elle.

Le scénario optimiste pour celle-ci serait que le traditionnel attelage entre ce qu'on appelait le RPR et l'UDF montre son caractère bancal et oblige à une recombinaison en profondeur. A côté de ce centre-droit logiquement rallié (si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain) à la majorité présidentielle, une droite au discours résolument patriote, décidée à refonder l'Europe sur le respect des nations, faisant de la réduction de la fracture sociale une priorité, conservatrice sur les valeurs qui fondent notre société (amour de la France, défense de la famille, refondation de l'école) a un boulevard théorique devant elle: entre, d'un côté, le sentiment des électeurs de droite d'avoir été volés de «leur élection» avec l'explosion en plein vol de la fusée Fillon, d'avoir été trahis par ses élites, et, de l'autre, la décrédibilisation du Front National, la marge de manœuvre est réelle. C'est ce qu'a bien compris par exemple Laurent Wauquiez.

Mais c'est là où le bât blesse. A part ce dernier, dont la sincérité politique manque de crédibilité, aucune grande voix à droite ne vient porter un projet de rupture. Celle de François Fillon est devenue inaudible, et, comme je l'avais écrit ici au sortir des primaires, avant les affaires, son discours était trop imprécis par rapport à sa conception de l'Europe, et trop peu volontariste sur la question sociale, pour avoir pu parfaitement incarner cette aspiration à un changement en profondeur. Toujours est-il que celui que les électeurs des primaires avaient plébiscité est aujourd'hui discrédité. Il faut bien le reconnaître: depuis la disparition de Philippe Séguin, plus personne n'incarne cette droite gaulliste, patriote et sociale. Pour se recomposer, la droite doit avoir de vrais leaders. Elle en manque cruellement. Le scénario catastrophe pour elle serait d'être aspirée dans le sillage de la nouvelle donne imposée par Macron. Soit elle échouera avec lui, et elle sera d'autant plus affaiblie qu'elle hérite de la responsabilité de l'économie dans le gouvernement Philippe ; et alors, la route sera réellement ouverte aux extrêmes de droite et de gauche. Soit le président réussira et il se pourrait qu'il en recueille toute la gloire. Dans les deux cas, ce pourrait être une recombinaison manquée et une décomposition plus ou moins complète.

Mais pour la France, on ne peut que souhaiter qu'Emmanuel Macron réussisse. Il n'est d'ailleurs pas complètement absurde de penser que cet homme qui a conquis le pouvoir à la hussarde, ne se satisfasse pas d'un quinquennat médiocre et qu'il ait compris que sa seule vraie réussite sera celle du pays - contrairement à ses trois prédécesseurs qui ont été (surtout Chirac et Hollande) des hommes des partis et n'ont pas été à la hauteur de

leurs promesses. Celui qui a été à l'école de Paul Ricœur et qui semble avoir compris que la France est le composé hautement instable d'une tradition monarchique et d'une tradition républicaine, a de toute évidence une vision de la politique. Il est même possible d'imaginer, avec une bonne dose d'optimisme, je le concède, que l'homme qui semble avoir si facilement endossé le costume présidentiel ne se sentira pas tenu par les soutiens qui ont facilité sa prise du pouvoir, car un monarque n'est jamais lié par les promesses du dauphin. Mais réussir pour la France impliquerait de dépasser le système des partis dans une Ve République orpheline de de Gaulle, et non pas de revenir aux combines anarchiques de la IVe. Sans majorité stable, ce sera impossible. Réussir pour la France signifierait rien moins que de restaurer le sens du politique, le souci du bien commun, l'amour du pays, la protection des plus fragiles ; reprendre sur de nouvelles bases la construction européenne, au service des nations ; avoir le courage de réformer l'Etat en reconstruisant et en préservant les plus pauvres. L'ancien banquier le voudra-t-il ? En aura-t-il le désir et la volonté ? On peut légitimement émettre des doutes à ce sujet, mais on ne peut pas décider a priori que c'est impossible. Il est certain qu'il a la main, alors que la droite, promise au pouvoir il y a six mois, semble profondément désemparée, comme privée de toute énergie vitale, de toute capacité d'invention, et surtout de convictions fortes. C'est le plus inquiétant pour elle. Mais ce qui compte est bien, plus que jamais, la situation de la France.



François Huguenin

